

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 22 MARS 1895.

Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 22 MARS 1895.

PREUX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE
Un an.....\$12 00
Six mois..... 6 00
Trois mois..... 3 00
Un mois..... 1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.
Un an.....\$5 00
Six mois..... 2 50
Trois mois..... 1 00
Un mois..... 0 25

Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui ne se font pas au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Poursuites contre les fauteurs de troubles.

Enfin, la justice est à l'œuvre ; elle agit très sérieusement aujourd'hui. Elle n'a pas du tout l'air de badiner, comme cela lui est très malheureusement arrivé quelquefois, en pareil cas. Le Grand Jury a compris toute la gravité du crime, et s'est aussitôt mis à l'œuvre. Il n'a rien négligé pour arriver à découvrir la vérité, et surtout, les vrais coupables. Les a-t-il tous signalés à la justice ordinaire ? Non, il n'en a pas un seul. Le Grand Jury a compris toute la gravité du crime, et s'est aussitôt mis à l'œuvre. Il n'a rien négligé pour arriver à découvrir la vérité, et surtout, les vrais coupables. Les a-t-il tous signalés à la justice ordinaire ? Non, il n'en a pas un seul.

Le grand jury a lancé vingt-quatre différents accusés, dont la plupart sont des verroux. Quelques-uns d'entre eux avaient déjà été arrêtés, mais avaient été relâchés, parce que l'accusation qui pesait sur eux leur permettait de fournir caution.

Cette fois-ci, le crime qu'on leur reproche est plus grave ; ils sont accusés non plus de simple émeute, ou d'excitation à l'émeute, mais de meurtre, d'assassinat. Aussi la police s'est-elle fait un devoir de les saisir de nouveau et de les offrir. Quelques-uns des accusés même se sont livrés spontanément à la justice.

A quel mobile ont-ils obéi, en se constituant eux-mêmes prisonniers ? C'est ce que nous n'avons pas à rechercher. La Justice examinera et jugera. C'est son affaire. Maintenant qu'elle est saisie, nous n'avons plus rien à dire. Notre premier devoir est de la laisser agir. Nous sommes persuadés qu'elle frappera les vrais coupables, et qu'elle ne laissera échapper aucun de ceux qu'elle a en sa possession sous la main, le jour où commencera le procès.

Qu'on nous permette une seule réflexion. Quand il s'agit d'actes fautes troublantes et passionnantes, comme celle dont nous nous occupons, ou tant d'intérêts divers entrent en jeu, bien des personnes s'amusent à faire une distinction entre le fait de l'accusation et celui de la culpabilité. En cela elles ont raison. Il vaut cent fois mieux laisser dix coupables impunis que de frapper un innocent. Mais nous devons dire, sans crainte d'être démentis par les hommes du métier, que, en matière criminelle dans les pays où la justice est convenablement administrée, on l'on sait instruire un procès, sur mille accusés qui sont traînés devant un tribunal, il y en a bien neuf cent quatre-vingt-dix-neuf qui sont réellement coupables. Que ces accusés mettent tout en œuvre pour échapper à l'échafaud ou au pénitencier ; c'est leur affaire ; c'est même leur droit.

La justice est là pour surveiller leurs agissements, leurs allées et venues. C'est à elle de découvrir leurs menées souterraines. Tant pis si elle se laisse tromper ou surprendre. Mais une fois que son

arrêt est prononcé, nous devons le respecter. Nous avons toujours agi de la sorte et nous ne nous en repentons pas.

Il faut en finir !

Oui, il faut en finir ! C'est le mot que vient de prononcer le Gouverneur Foster, en présence de l'Exchange Committee, qu'il avait convoqué, hier, à l'Hôtel Royal. Les fonds votés par l'Etat pour l'entretien des milices en service actif, sont épuisés. Ceux votés par les représentants du commerce de la ville le sont également. On les a employés avec la plus grande réserve, avec la plus stricte économie.

Quand on songe que tout ce renouveau de plusieurs centaines d'hommes, sans compter les chevaux des officiers et ceux qui sont employés au transport des provisions, des munitions et des canons, ne coûte que \$1,300 par jour, ou reste étonné. C'est vraiment pour rien. Nous croyons la dépense beaucoup plus forte. Mais ces jeunes gens qui sont pressés que tous commis ou employés sont fatigués de ce misérable métier qui les expose à la mauvaise humeur de leurs patrons. Ils font cependant très vaillamment leur service, sans se plaindre ; mais il y a une limite à tout, même à leur dévouement, même à la patience des autorités d'Etat et de ville.

Pendant ce temps-là, que font messieurs les agents, d'un côté, messieurs les sergents, de l'autre ? Il se croient tranquillement les bras et attendent, personne ne voulant faire le premier pas ni céder un pouce de terrain à ses adversaires.

En vérité, une pareille situation est plus que ridicule, presque bouffonne. C'est pousser par trop loin la faiblesse, la pusillanimité. Nous plaignons sincèrement cet honnête, courageux, mais peut-être un peu trop scrupuleux Gouverneur qui voudrait agir et se sent les pieds et les mains liés. Il est grand temps que les deux parties adverses s'entendent et règlent leurs différends ; sans quoi, nous prévoyons pour notre malheureux cité un véritable désastre.

La Ligue de la Réforme du Scrutin.

Aurons-nous, à la fin, des élections loyales, honnêtes, qui soient l'expression tant soit peu exacte de la volonté du corps électoral ? Tel est le problème passablement ardu—l'histoire est là pour le prouver—que la Ligue de la Réforme du Scrutin s'est donnée la mission de résoudre. La tâche est rude, nous devons l'avouer. Elle exige bien de l'honnêteté, bien de l'énergie, bien de la vigilance, bien de la persévérance. Cette noble entreprise réussira-t-elle ? Nous le souhaitons sans trop y compter, hélas ! Le mal est si grand, si invétéré ! Que de belles choses nous avons promises la dernière législature ! Que nous a-t-elle donné, pourtant ? Rien ou peut s'en faut. La loi prétendue réformatrice n'a rien réformé du tout. Les conditions dans lesquelles se faisaient les opérations électorales ne sont guère changées, encore moins améliorées.

C'est précisément cette infidélité à la promesse faite, à la parole donnée par nos législateurs qui a piqué au vif la Ligue de la réforme électorale. Elle a juré d'accomplir cette réforme et elle s'est mise à l'œuvre avec une ardeur infatigable.

Mais il ne suffit pas de tracer un plan de réforme, si parfait qu'il soit en lui-même. Ce qu'il faut surtout, c'est d'arriver à le mettre en application ; et pour le mettre en application, il faut d'abord le faire adopter par le législateur. Tout le problème se réduit ainsi à envoyer à Baton-Rouge des représentants et des sénateurs d'une honnêteté éprouvée et sur qui l'on puisse compter, des législateurs qui s'engagent d'honneur à voter la réforme et qui, ensuite, ne se parjurent pas.

Donc, avant tout, il est nécessaire de s'assurer de bonnes élec-

tions prochaines et, pour cela, il faut les préparer d'avance. C'est précisément ce que fait en ce moment la Ligue de la Réforme du Scrutin. Elle commence sa campagne, aujourd'hui même. Personne plus que nous ne la soutiendra ; personne ne lui est plus sympathique et ne lui souhaite plus chaleureusement un succès complet.

Le Knout.

Une dépêche de Russie apprend que le gouvernement vient d'abolir dans l'ordre civil la barbare pénalité du knout ou de la bastonnade, qui avait résisté dans cet empire au fur et à mesure des progrès philosophiques et humanitaires qui y trouvaient asile au siècle dernier, alors que, suivant l'euphémisme de Voltaire, la lumière venait du Nord. Pendant longtemps, les peines corporelles, qui n'ont pas encore disparu complètement en Angleterre, ont été employées en France par économie. Le roi épargnait ainsi les frais de détention et les délinquants les frais de justice. Ce fut Louis XVI qui abrogea ces châtimens primitifs, mais cependant ce ne fut pas sans rencontrer une certaine opposition. Mirabeau l'ainé, qui pourtant était un homme intelligent et instruit, disait même un jour à la Constituante que quelques coups de bâton sommairement appliqués à un pauvre homme lui faisaient moins de mal et lui causaient moins de préjudice que quelques feuilles de grimoire du procureur et des huissiers. En Russie, du reste, la bastonnade, loin d'enlever les frais de justice, ne faisait que les ponctuer.

Les choses iront après comme avant. La France aura montré, une fois de plus, qu'elle a repris sa place d'humanité, qu'elle a été amie dans le monde, qu'elle est assez forte pour mépriser la petite guerre, les manifestations officielles et ridicules, les hostilités sans dignité, et qu'elle attend sans impatience les réparations que l'avant-midi sage et sage et à ceux qui n'oublient pas.

Les Embarras Diplomatiques du Gouvernement de Washington.

Nos lecteurs ont pu voir, en parcourant nos dépêches d'hier matin, que les Etats-Unis se trouvent, sans l'avoir cherché, du reste, et malgré eux, lancés dans une violente affaire avec plusieurs puissances européennes, à la suite des troubles du Venezuela avec ces puissances.

L'Angleterre, l'Allemagne, la France même et, par son intermédiaire, la Belgique, ont à faire valoir contre cette république, des réclamations qui peuvent être bien ou mal fondées—c'est une question que nous ne voulons pas traiter pour le moment—mais qu'elles ont le droit de faire. Jusqu'ici, rien que de bien ordinaire ; mais voici que devient plus grave. Comme le Venezuela fait la sonde oreille et semble ne vouloir donner satisfaction à personne, chacun de ces différents gouvernements menace d'envoyer une flotte dans ces parages, pour arracher par la force ce qu'il ne peut obtenir par la persuasion.

C'est ici que l'affaire se complique. En vertu de la doctrine Monroe, les Etats Européens n'ont pas à s'immiscer dans les questions qui intéressent les républiques, soit de l'Amérique du Centre, soit de l'Amérique du Sud, encore moins de mettre le pied sur leur sol. Or, les Anglais demandent une cession de territoire. De là, les embarras du gouvernement de Washington. Qu'il ait, en vertu de la doctrine Monroe qui est, pour lui, une sorte de dogme, le droit d'intervenir pour mettre les choses en ordre, cela ne fait question ; une non-intervention de sa part, en pareil cas, serait un véritable abandon de la fameuse Doctrine. Mais comment réclamer, comment intervenir, s'il n'a pas une forte marine pour appuyer ses prétentions, si justes soient-elles. C'est ici qu'éclate l'imprévoyance, l'aveuglement, véritablement incroyables, du Congrès.

Voilà nous ne savons combien d'années que des hommes d'Etat éminents lui montrent les dangers de son infériorité sur mer, et le prient, le supplient d'augmenter sa flotte, rien n'y fait. Que de mal il a fallu se donner pour lui arracher les crédits nécessaires à la construction de la faible marine que nous possédons ! Cette année même, n'a-t-il pas

encore indignement rogné sur les crédits qu'on lui demandait pour l'acquisition de quelques torpilleurs ? Comment l'Administration de Washington peut-elle tenir un langage digne et prendre le ton qui convient à un gouvernement qui représente 70,000,000 d'âmes, quand elle ne se sent appuyée par aucune force sérieuse ni de terre, ni de mer ; quand, en cas d'une altération un peu vive, elle sait d'avance qu'elle serait réduite à faire honteuse recule ?

LA PRESSE FRANÇAISE SUR L'ENVOI DE SA FLOTTE A KIEL.

Il est facile de voir que l'opinion publique est un peu troublée par cette question. Les approbations sont timides généralement, et les protestations énergiques. C'est qu'il est plus facile de blâmer en parole ce que l'on ne peut empêcher de faire. L'opinion internationale, celle qui est internationale.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

L'Europe entière se trouve représentée à Kiel, telle qu'elle est, unanimement pacifique, mais partagée dans ses opinions. Quand il s'agit d'envoyer une flotte, les choses ne vont pas comme avant. La France aura montré, une fois de plus, qu'elle a repris sa place d'humanité, qu'elle a été amie dans le monde, qu'elle est assez forte pour mépriser la petite guerre, les manifestations officielles et ridicules, les hostilités sans dignité, et qu'elle attend sans impatience les réparations que l'avant-midi sage et sage et à ceux qui n'oublient pas.

Le 21e siècle. La France invitée, comme les autres nations d'Europe, par l'Allemagne à une « société militaire », n'a pas plus à se débarrasser qu'elle ne s'est débarrassée de circonstances très analogues. En conséquence, cela ne valait pas tant de bruit.

En déclarant l'invitation, alors que nous avons promis notre appui à la République, dit-on, et que nous nous sommes promis nous-mêmes de nous opposer à tout plan inférior et l'on n'est pas manqué d'interpréter ainsi notre attitude.

La présence, ostensiblement côté à côté, des flottes russe et française à cette fête d'inauguration, dit-on, n'est pas un acte de défiance, mais une réponse à ceux qui ont fait valoir la doctrine de la non-intervention de la France et l'ont qualifiée de « doctrine de la non-intervention ». Les Etats-Unis ont fait la sonde oreille et semblent ne vouloir donner satisfaction à personne, chacun de ces différents gouvernements menace d'envoyer une flotte dans ces parages, pour arracher par la force ce qu'il ne peut obtenir par la persuasion.

Après cela, il n'y a plus de raison pour qu'on ne convie pas une députation de l'armée française à l'inauguration d'un fort à Strasbourg ou à Metz.

Les Associations-Lorraines qui, depuis vingt-cinq ans, envoient au Reichstag des députés protestataires, tous les patriotes amis de l'union, ont vu de près et de près, en apprenant cette triste et désespérante nouvelle.

Le 21e siècle. La France invitée, comme les autres nations d'Europe, par l'Allemagne à une « société militaire », n'a pas plus à se débarrasser qu'elle ne s'est débarrassée de circonstances très analogues. En conséquence, cela ne valait pas tant de bruit.

Il n'est pas sans intérêt de résumer ici une entrevue que le comte Torricelli eut avec le correspondant parisien du Courrier de Naples. L'ambassadeur d'Italie en France vient de l'Italie dit respectueusement, le fondateur de toute bonne amitié internationale, il est à regret que l'Italie s'abandonne à d'exagérées prétentions à une hyperbolique grandeur. C'est pour cela que, dans le discours qu'il a prononcé lors de son arrivée, il a dit que l'Italie n'est pas un pays qui se contente de se regarder, mais qui a le droit de se regarder. C'est pour cela que, dans le discours qu'il a prononcé lors de son arrivée, il a dit que l'Italie n'est pas un pays qui se contente de se regarder, mais qui a le droit de se regarder.

soit, le jour où, d'un côté comme de l'autre des Alpes, on fera disparaître une bonne fois toutes les préventions qui existent, on envisagera la question. Je suis enclin à conclure à faire, dans la limite de la dignité nationale, tout ce qui dépendra de moi pour que les deux pays se regardent que leurs intérêts réclament leur amitié.

CHOSSES ET AUTRES.

Base de guerre japonaise. Quand les Japonais ont voulu entrer à Wei-Hai-Wei, l'amiral japonais a fait passer à ses navires dans le port de la même couleur que les vaisseaux chinois. Jour et nuit, trois cents canots étaient occupés à cette besogne. Toutes les richesses du monde américain furent utilisées en leur honneur.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.



GIUSEPPE VERDI.

Imati-Pacha et Verdi. Verdi perd un Imati Pacha un vieil ami et un admirateur.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

Un pays, dit-il, n'est pas humilié, et il ne se sent pas humilié, parce qu'on a la patience d'attendre l'heure du retour de fortune et qu'on ne débat pas prématurément le lieu de combat pour se donner le geste d'un patriotisme introuvable.

D. MERCIER'S SONS

Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales. Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et dames.

G. LAZARD & CO, LTD.

LES ANCIENS ET POPULAIRES. Marchands de Vêtements Confectionnés D'ARTICLES DE TOILETTE ET DE CHAPEAUX.

PROCLAMATION.

MATIN DE LA NOUVELLE-ORLÉANS. Hôtel de Ville, 12 mars 1895. Ait-on que des actes d'illégalité et de violence ont été commis en la ville de cette ville ce matin, et comme il y a danger qu'une rébellion de quelque nature soit provoquée par les citoyens de cette ville, les citoyens de cette ville ont le droit de se réunir et de se défendre. Les citoyens de cette ville ont le droit de se réunir et de se défendre.

AMUSEMENTS.

ACADEMIE DE MUSIQUE.

THEATRE ST-CHARLES.

GRAND OPERA HOUSE.

Crescent City Jockey Club.

REUNION D'HIVER.

100 JOURS.

CINQ COURSES PAR JOUR.

PLUQUE OR PAU TEMPS.

LE PLAISIR EST FINI.

Maintenant Occupons-Nous des Affaires.

Le Directory de la Ville.

De la Nouvelle-Orléans pour 1895, de SOARDS.

Le Plaisir est Fini.

Maintenant Occupons-Nous des Affaires.

Le Directory de la Ville.

De la Nouvelle-Orléans pour 1895, de SOARDS.

Le Plaisir est Fini.

Maintenant Occupons-Nous des Affaires.

Le Directory de la Ville.

De la Nouvelle-Orléans pour 1895, de SOARDS.

Le Plaisir est Fini.